

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1879

Artikel: Comme la pomme de terre, l'initiative est bonne à tout faire
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009860>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comme la pomme de terre, l'initiative est bonne à tout faire

Jean-Daniel Delley • 7 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15000>



Quand les libéraux-radicaux croient devoir en appeler au peuple

Le parti libéral-radical suisse (PLR) annonce le lancement d'une initiative populaire pour contrer la bureaucratie²¹. La simplicité et le caractère compréhensible des lois et procédures administratives seraient dorénavant inscrits au catalogue des droits fondamentaux garantis par la Constitution. Si le problème est bien réel, la solution proposée reste symbolique.

La proximité des élections fédérales a toujours suscité l'élosion d'un nombre inhabituellement élevé d'initiatives populaires. Une pratique qui permet aux formations politiques de faire parler d'elles et de se rappeler ainsi au bon souvenir de l'électorat. Une pratique privilégiée par les partis minoritaires, de gauche comme de la droite extrême, et ignorée des partis bourgeois – libéraux-radicaux, démocrates-chrétiens et démocrates du centre jusqu'à leur virage nationaliste-conservateur. Mais voilà que le grand vieux parti, acteur

dominant de la Suisse moderne durant plus d'un siècle, trouve à l'initiative populaire des charmes nouveaux. Son érosion électorale lente et continue n'est sans doute pas étrangère à la tentation d'expérimenter l'arme des minoritaires. Le PLR avait déjà tenté le coup en 1999 avec une initiative pour un moratoire fiscal, mais dut jeter l'éponge avec 60'000 signatures seulement.

Avec le thème de la lutte contre la bureaucratie, les chances du PLR paraissent meilleures. Plusieurs sections cantonales l'ont déjà testé avec succès. Qui n'appelle de ses voeux des lois et règlements lisibles, des administrations efficaces et des tribunaux diligents? L'initiative bénéficiera sans autre du soutien des organisations économiques, en particulier des PME. La seule critique qu'on peut adresser au PLR et à ses alliés: pourquoi maintenant seulement et au moyen de l'arme lourde et lente de l'initiative populaire?

Dans le cadre de la procédure de consultation, aucun projet de loi et d'ordonnance n'échappe à l'examen critique des partis et organisations patronales et syndicales, entre autres. Et aucun texte ne résiste au préavis négatif des milieux économiques. Pourquoi donc ces milieux laissent-ils passer des règles tatillonnes et illisibles?

C'est la faute au Parlement, qui complique les textes que lui présente le Conseil fédéral,

rétorquera-t-on. Un Parlement dominé de tous temps par les formations politiques qui ont fait de la garantie de conditions-cadres favorable à l'économie le cœur de leurs programmes. Un Parlement qui ne devrait donc produire que des textes exemplaires de simplicité.

C'est la faute à l'administration qui fait preuve de rigidité lorsqu'elle applique ces textes, répliquera-t-on. Une administration dirigée depuis toujours par des magistrats bourgeois et des grands commis issus majoritairement des mêmes rangs.

La dénonciation de la bureaucratie renvoie donc à la négligence de ceux-là même qui pointent du doigt les excès de la réglementation. Et les moyens de corriger sans tarder ces excès existent, sans qu'il soit besoin d'inscrire de grands principes dans la Constitution. D'abord ne concevoir que des règles qui concourent efficacement et au moindre coût aux objectifs visés; c'est là le travail de l'administration. Ensuite vérifier que ces règles obéissent bien à ces principes; c'est là le rôle des acteurs qui prennent part à la procédure de consultation. Enfin, le Parlement se doit de vérifier ultérieurement que lois et règlements sont mis en oeuvre selon ces principes. L'article 170²² de la Constitution fédérale lui en fait le devoir.

Avec son initiative, le PLR attire sans doute l'attention sur un

problème réel. Mais en faisant le choix d'un moyen symbolique, l'initiative populaire, il ne vise

qu'à occuper l'espace médiatique en vue des prochaines élections fédérales et non à contribuer à sa

résolution.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1879#>
2. <http://www.avenir-suisse.ch/fr/ueber-uns/leitbild.html>
3. <http://www.avenir-suisse.ch/fr/viewPublication/content/themen/effizienz-der-institutionen/souveraenitaet.html>
4. <http://www.economiesuisse.ch/web/fr/quisommesnous/pages/default.aspx>
5. http://www.economiesuisse.ch/web/fr/publications/etudes_analyses/pages/result.aspx?th=Europe
6. <http://www.economiesuisse.ch/web/fr/actualites/webnews/Pages/Lebilat%C3%A9ralismeestlameilleuresolution%21.aspx>
7. <http://www.domainepublic.ch/articles/14953>
8. <http://www.sgv-usam.ch/nc/fr/content/informations-detaillées/archive/2010/07/29/article/suisse-union-européenne-lusam-demande-une-table-ronde-451.html>
9. http://www.letemps.ch/Page/Uuid/4b382028-a008-11df-845e-28a465fdb5bf/Le_doute_sur_lEurope_saisit_la_base_socialiste
10. http://www.lepoint.fr/politique/decheance-de-la-nationalite-nicolas-sarkozy-se-heurte-a-la-constitution-02-08-2010-1221387_20.php
11. http://www.lepoint.fr/politique/securite-les-mesures-de-nicolas-sarkozy-plebiscitees-par-les-francais-06-08-2010-1222661_20.php
12. <http://www.domainepublic.ch/articles/14921>
13. <http://www.consultation-populaire.ch/voulons-nous-poursuivre-les-naturalisations-en-masse.html>
14. http://www.admin.ch/ch/f/rs/141_0/a1.html
15. http://www.admin.ch/ch/f/rs/141_0/a12.html
16. <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/key/03/01.html>
17. http://www.admin.ch/ch/f/rs/141_0/a41.html
18. http://www.admin.ch/ch/f/rs/141_0/a48.html
19. http://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/dokumentation/rechtsgrundlagen/laufende_gesetzgebungsprojekte/buergerrechtsgesetz.html
20. <http://www.slate.fr/content/papiers>
21. <http://www.fdp.ch/fr/Standard/volksinitiative/Menu-ID-98.html>
22. <http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a170.html>
23. <http://curia.europa.eu/>
24. <http://www.consultation-populaire.ch/>
25. <http://www.domainepublic.ch/articles/9633>
26. http://books.google.ch/books?id=ivnn2j4JMIQC&printsec=frontcover&dq=denis+de+rougemont+la+suisse+ou+l%27histoire+d%27un+peuple+heureux&source=bl&ots=dguRhT09HF&sig=qb-oqMcsH8ql9rLOfb7qjF5cXXg&hl=fr&ei=wGVRTOaYCCTaOluigKcF&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=1&ved=0CBUQ6AEwAA